

A nos lecteurs

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1972)**

Heft 174

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

La bourgeoisie en quête d'une politique

Le Conseil fédéral a déposé son deuxième rapport sur « les Grandes lignes de la politique gouvernementale pendant la législature 1971-1975 ». Ce document de 64 pages a été généralement bien accueilli par la presse. Et c'est vrai qu'il est en progrès notable sur le précédent rapport présenté en 1968.

Le lecteur des « Grandes lignes » est d'emblée frappé par la lucidité des premières pages (chapitres introductifs) où l'on s'en prend aux « foyers de tensions spéciales ou situations de déséquilibre », aux « conceptions souvent purement matérialistes qui dirigent nos activités ». Le Conseil fédéral peut ainsi affirmer avec justesse que « nous sommes actuellement sur le point de passer d'une période surtout axée sur le développement quantitatif de l'économie vers une époque où les aspects humains de la vie et les considérations d'ordre qualitatif doivent avoir le pas ».

Un trompe-l'œil

On croirait presque lire une nouvelle lettre Mansholt sur la lutte contre les pollutions ! Et pourquoi excluerait-on l'éventualité que le prochain rapport du Conseil fédéral (en 1976) se réfère à ce document et en fasse siennes les conclusions ? La lucidité gouvernementale est toutefois plus apparente que réelle, ou du moins elle est en trompe-l'œil. Car sitôt après ce morceau de bravoure, le rapport ajoute que « force est de constater que le bien-être et la rentabilité sont choses complémentaires, bien que leurs exigences respectives soient souvent opposées. D'une part, notre société ne doit pas tendre exclusivement au rendement si l'on veut éviter de graves perturbations de la vie sociale et du milieu naturel. D'autre part, la productivité de l'ensemble de l'économie doit encore être accrue si l'on veut pouvoir élever le niveau de vie, protéger l'environnement, amélio-

rer le niveau de la formation, assainir le trafic, développer la sécurité sociale, etc. ».

Voilà un passage qui ressemble étrangement à une salade russe ! Il n'en est pas moins important car il marque bien les limites de la compréhension gouvernementale qui, en dépit de ses nouveautés, reste foncièrement traditionnelle : *seule la croissance économique permettra à la Suisse de résoudre ses problèmes.*

Or, la réflexion actuelle sur ces questions va précisément dans un sens inverse. La primauté de la rentabilité favorise la création et le développement de productions inutiles ; elle entraîne aussi une mauvaise répartition des ressources naturelles et conduit finalement à multiplier les déséquilibres partiels (urbanisme incohérent, inégalité criante dans la distribution des revenus, pollutions et gaspillages) qui mettent en cause la notion même d'amélioration du niveau de vie.

Le rapport du Conseil fédéral reflète ainsi une contradiction essentielle du fonctionnement du libéralisme économique contemporain. L'évidence de la dégradation de certaines des conditions d'existence l'amène à constater les insuffisances d'un régime d'économie libérale, mais il se révèle incapable pour le surplus d'en tirer les conséquences concrètes — au contraire de M. Mansholt qui propose notamment d'introduire des « certificats de production ».

Entre la qualité de la vie et la croissance économique, il est probable qu'il faille choisir. On ne mettra la seconde au service de la première qu'en apprenant à contrôler et à maîtriser la croissance économique, ce qui suppose de passer d'une économie libérale à une économie socialisée.

Cela étant, il n'y a pas vraiment lieu d'être surpris que le Conseil fédéral se soit arrêté en cours de chemin, qu'il ne soit pas allé jusqu'au bout du raisonnement. D'autant plus qu'il a d'autres chats à fouetter avant d'en arriver là. Il lui reste encore à découvrir ce qu'est l'inflation et donc à renoncer à ce type de pensée quasi moyenâgeuse qui consiste à imputer aux augmentations de salaires une responsabilité prépondérante dans la relance de

l'inflation. A l'inverse, il faudra apprendre à aborder franchement les problèmes centraux de notre époque, en commençant par la profonde et scandaleuse inégale distribution des salaires constatée en Suisse. Il devra également trouver une solution pour s'accommoder de la garantie constitutionnelle de la propriété et des restrictions à ce droit de propriété qu'implique un aménagement du territoire qui fasse prévaloir la défense du bien commun.

Ce ne sont pas là de minces contradictions que gouvernement et parlement devront essayer de démêler. La politique de la bourgeoisie suisse va donc faire l'objet d'un processus de décantation accéléré.

Les intentions affichées et les proclamations verbales ne suffisent pas cependant pour nous convaincre que la qualité de la vie l'emportera au bout du compte, car il manque encore l'essentiel : un programme politique.

A nos lecteurs

Après un mois et demi de la nouvelle formule de DP, après sept numéros hebdomadaires, il est temps de dresser un premier bilan de la tentative, en particulier des résultats de la campagne d'abonnements. Au 10 avril, nous avons enregistré plus de six cents nouveaux abonnés. Ce premier total, réellement encourageant, nous confirme dans la certitude que DP-hebdo est viable alors même que l'existence de notre journal n'est pas encore assurée.

La « mise sous toit » est donc assez engagée pour que nous songions à notre deuxième objectif : élargir notre champ d'action et notre rayonnement (tant géographique que journalistique) jusqu'à devenir ce lieu de rassemblement de la gauche, nécessaire à la Suisse romande.